**VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE**
**LE 30 AVRIL 1986**

Les délibérations à Vancouver portent sur diverses questions dont les effets économiques des dépenses militaires dans les pays développés et les pays en développement, la notion de sécurité, le rôle du secteur privé dans le développement, la part du Canada dans le commerce mondial des armements, le rôle des femmes dans le désarmement et les préoccupations des jeunes.

On parle également de l'importance des consultations et d'un dialogue avec le gouvernement, ainsi que des politiques du Canada dans les domaines du désarmement et du développement. La politique canadienne de la défense, particulièrement dans le contexte du NORAD, fait l'objet d'une discussion assez détaillée.

Faisant état de l'expérience récente du Festival de la paix de Vancouver, plusieurs personnes insinuent que le gouvernement n'est pas en contact avec les préoccupations du public et ne répond pas au sentiment d'urgence qu'éprouve le public à l'endroit de la question du désarmement. Le gouvernement est invité par certains à "se départir de sa rhétorique et à agir". Selon des avis exprimés, les armes nucléaires ayant été rendues inutiles en tant qu'instrument de sécurité ou instrument de la puissance militaire, des mesures unilatérales de désarmement sont jugées à la fois raisonnables et nécessaires. On estime qu'une action de ce genre pour le Canada (par exemple, mettre fin aux essais de missiles de croisière ou voter en faveur d'un gel) imprimerait un certain élan en vue de changements dans la position des États-Unis.

On propose que le Canada envisage de répondre de façon positive aux récentes offres et propositions soviétiques de contrôle des armements et qu'il les encourage. Le Canada est invité à quitter l'OTAN et le NORAD et à se déclarer une zone dénucléarisée afin de jouer un rôle plus efficace sur le plan international en tant que puissance non alignée.

Certains s'inquiètent d'un manque perçu de leadership du gouvernement à l'égard des questions de désarmement et de développement. Cette inaction reflète, semble-t-il, un manque de compréhension des questions en jeu, ainsi qu'une paralysie provoquée par la recherche de relations plus étroites avec les États-Unis. Ce n'est donc pas des politiciens que devrait venir le changement à cet égard, c'est du public même, d'où la nécessité, que l'on fait ressortir, d'une éducation du public.